

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## René Ndemezo'Obiang: "Je ne fais aucune fixation sur un quelconque poste à occuper"

Propos recueillis par: Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**L'UNION. Monsieur le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), le Gabon vient d'adhérer officiellement au Commonwealth. Quel commentaire faites-vous de cet événement ?**

**René Ndemezo'Obiang:** Je salue cette décision qui traduit la volonté du président de la République d'ouvrir notre pays à d'autres opportunités économiques, diplomatiques et culturelles, ainsi qu'il l'a fort justement souligné lui-même. C'est l'expression d'une grande vision qui consiste à s'adapter à une société internationale de plus en plus ouverte qui conduit les États à diversifier leurs relations et leur partenariat.

**Votre parti, Démocratie nouvelle (DN), a opéré une fusion-absorption avec le Parti démocratique gabonais (PDG). Ce qui vous permet d'être à nouveau militant de la formation politique au pouvoir. Un an après ce grand retour, où en êtes-vous ?**

La fusion-absorption entre le PDG et Démocratie nouvelle a été initiée grâce à la politique d'ouverture du président de la République, Ali Bongo Ondimba, à la faveur de l'audience qu'il a bien voulu m'accorder le 6 avril 2021. Cette initiative s'inscrit, ainsi que je l'ai déjà dit en d'autres circonstances, dans l'optique de constituer de grands ensembles politiques susceptibles d'insuffler la vitalité nécessaire à notre jeune démocratie. Où en sommes-nous à ce jour ? Le 7 mai 2021 nous avons, au cours d'une cérémonie solennelle au siège du PDG, rempli les formalités prévues par les statuts de ce parti. La loi exige par ailleurs, en vue de l'aboutissement du processus, la tenue d'un Congrès pour mettre fin à l'existence de DN. Nous avons ainsi mis en place une commission préparatoire et travaillons avec le Secrétariat exécutif du PDG, pour organiser ces assises que nous projetons au cours du mois de juillet 2022, dans une localité du Woleu-Ntem. Je sollicite à cet égard, l'accord du Distingué camarade président (DCP), Ali Bongo Ondimba, pour que ce dernier Congrès de DN

soit rehaussé par la présence du Camarade secrétaire général du PDG et d'autres hauts cadres du parti. Nous sommes résolument engagés dans la vision fédératrice impulsée par le président de la République et espérons contribuer à rendre le PDG plus dynamique et plus conquérant. Les termes de votre retour au PDG vous conviennent-ils ?

En venant ou en revenant au PDG, je le répète, nous n'avons d'autre ambition que celle d'adhérer à la vision du président de la République, telle que nous l'avons comprise lors des échanges constructifs que nous avons eus, pour construire notre pays, consolider notre jeune démocratie et laisser aux générations futures un héritage durable. Nous sommes donc à l'aise avec notre choix politique et nous l'assumons pleinement. Il faut souligner que l'un des atouts du PDG est de rassembler les Gabonais et de renforcer l'unité nationale. Notre parti est également un grand regroupement où se côtoient des camarades de générations différentes, de culture, de formation et de compétences riches et variées. Dans un tel contexte, le dialogue intergénérationnel et la bonne gestion de la ressource humaine s'invitent comme des défis à relever. Je souhaite vivement que nos compatriotes anciens cadres de DN qui intègrent le PDG servent avec engagement et patriotisme notre grand parti et qu'ils soient utilisés au mieux de leurs compétences.

**Le PDG vient de célébrer son 54e anniversaire. Sous quel prisme avez-vous accueilli ce grand événement qui a consacré le retour avec faste du PDG parmi les siens ?**

Les activités du PDG ont connu, comme tous les secteurs de la vie nationale, un ralentissement à cause des restrictions liées à la crise sanitaire de la Covid-19. La récente célébration de son 54e anniversaire a été un véritable soulagement et une grande satisfaction parce qu'elle a coïncidé avec l'assouplissement de ces restrictions. Le Distingué camarade président de notre parti nous a habitués à des bains de foule qu'il improvise parfois dans les rues et les quartiers populaires pour se fondre dans le quotidien de ses compatriotes. Ce contact lui a quelque peu manqué durant la pé-

riode de crise sanitaire. J'étais donc personnellement heureux de le voir revivre une communion chaleureuse avec les militantes et les militants de son parti à cette occasion. J'ai noté une forme de complicité entre lui et son parti.

**Il y a quelques jours vous avez présidé une session pour l'examen du budget de l'État. Quels sont les grands enseignements que vous en tirez ?**

Notre institution vient en effet d'examiner dans des délais très courts, le projet de Loi de finances rectificative de l'année 2022, conformément aux dispositions de l'article 96 de la Constitution. Je félicite mes collègues Conseillers qui, malgré ces délais relativement courts, ont produit un travail de qualité et adressé plusieurs recommandations au gouvernement. Je vous en cite quelques-unes...

**... Lesquelles ?**

En matière de procédures, le Conseil déplore la saisine tardive de notre Assemblée et recommande la transmission des textes dans les délais constitutionnels. De même, le Conseil rappelle au gouvernement la nécessité de respecter les dispositions de la Loi fondamentale prévoyant de requérir son avis sur tout projet ayant un impact économique, social, environnemental et culturel. Au plan social, suite à la crise que traverse la CNSS, le Conseil se félicite des mesures de restructuration prises par le gouvernement et l'exhorte à tout mettre en œuvre pour relever cet organisme. Au regard de la pertinence des avis régulièrement émis suite à l'examen des différents dossiers, je rends, une fois de plus, un hommage sincère aux membres de notre prestigieuse institution (...).

**Comment se porte le CESE surtout au moment où l'on parle du décaissement d'une somme de 130 000 000 de francs CFA sans que les travaux pour lesquels elle a été affectée, ne soient effectués ?** Je viens de vous faire le point sur l'examen de la Loi de finances rectificative qui nous a occupés ces derniers jours et nous préparons activement la tenue de notre prochaine session ordinaire qui aura lieu en septembre 2022. Donc, notre institution est au travail et se porte bien. S'agissant du deuxième volet de votre question, en ma qualité



Photo: DR

**Le président du Conseil économique, social et environnemental, René Ndemezo'O Obiang.**

d'ordonnateur de budget de l'institution, j'ai commandé quelques travaux nécessaires pour notre siège au titre de l'année en cours. Ces travaux sont en cours de réalisation. **Le CESE entend se mettre à l'avant-garde des questions environnementales. Qu'est ce qui est concrètement fait pour que cette ambition soit réalisée ?**

Les activités de notre Assemblée relatives aux questions environnementales se déclinent au double plan national et international. Au niveau national, je voudrais citer entre autres la mission que j'ai conduite au cours de l'année 2021 à travers les 9 provinces du Gabon, aux fins de dresser un état des lieux du conflit homme-faune. Un rapport assorti de recommandations a été adressé au président de la République, au Premier ministre et aux présidents des deux chambres du Parlement. Ce conflit n'est qu'un aspect des problématiques liées à la gestion de l'environnement. Les défis à relever sont nombreux et concernent notamment l'équilibre de la planète, l'urbanisation, la santé, l'économie, le développement rural et bien d'autres domaines. La vision du Gabon s'inscrit dans celle de la communauté internationale. Dans cette perspective, une mission du Conseil conduite par le Premier Secrétaire, Aline Minko Mi Etoua, se rendra prochainement en Grèce pour prendre part aux travaux de

l'Association internationale des Conseils économiques, sociaux et institutions similaires (AICESIS). Une autre délégation conduite par le Troisième Secrétaire, Dieudonné Mavoungou, ira dans les prochains jours à Paris, participer au Congrès de l'Union des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires francophones (UCESIF)...

**... est-ce tout ?**

Non. Le président de l'institution que je suis entamera bientôt une tournée de sensibilisation dans les pays de la sous-région de l'Afrique centrale, en vue de préparer le congrès de l'Union des Conseils économiques et sociaux d'Afrique (UCESA) qui se tiendra à Libreville. Le Gabon est pressenti pour assurer la présidence rotative de cet organisme. À l'occasion de ces assises qui se tiendront sous son haut patronage, le président de la République pourra s'adresser à la Société civile africaine composée des États membres.

**Pour terminer, beaucoup dans les chaumières vous annoncent, depuis l'année dernière, au poste de Vice-président de la République. Qu'en est-il réellement ?**

Je voudrais vous ouvrir mon cœur et vous faire une confiance sur cette question. Je ne fais aucune fixation sur un quelconque poste à occuper, et je ne pose aucune condition pour servir et accompagner le président de la République.

**CONSEIL DES DES MINISTRES DU 29 JUIN 2022**  
**PRÉCISION**  
**Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime**  
**SECRETARIAT GÉNÉRAL**  
Secrétaire Général : M. Claude MOMBO